

LE COMITE DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU CONTRE LA REPUBLIQUE

Le 23 octobre 2018, le comité des Droits de l'Homme de l'ONU a soutenu que la France violait les droits d'une minorité de femmes musulmanes à se voiler intégralement pour motif religieux. Ce faisant, il conteste la loi du 11 octobre 2010 sur la dissimulation du visage dans l'espace public

Une première fois déjà, dans une « communication à la France » le 10 août 2018, le comité des Droits de l'Homme de l'ONU avait critiqué la décision définitive de la Cour de cassation déboutant la salariée de la crèche Baby-Loup qui contestait son licenciement.

Ce comité dont les décisions n'ont aucune force exécutoire s'en prend directement à la jurisprudence des plus hautes juridictions françaises et européennes (CEDH et CJUE), ainsi qu'à la loi française elle-même.

Deux des membres de cet organisme ont d'ailleurs émis des opinions dissidentes, considérant la décision du 23 octobre profondément incompatible avec la vie civile dans une société démocratique.

Ces deux communications inacceptables révèlent, derrière les manipulations juridiques, une offensive politique concertée contre la République laïque et démocratique.

Le Collectif laïque national appelle le gouvernement à tirer toutes les conséquences des réserves que la France a elle-même formulées vis-à-vis du pacte international relatif aux droits civils et politiques et des protocoles additionnels facultatifs sur lesquels s'appuie le comité.

Fait, le 24/10/2018

Pour le Collectif laïque national

Grand Orient de France, Grande Loge Mixte Universelle, Grande Loge Féminine de France, Grande Loge des Cultures et de la Spiritualité, Union des Familles Laïques (U.F.A.L), Comité Laïcité République, EGALE, Association Laïcité Liberté, Fédération Nationale des Délégués Départementaux de l'Education Nationale (D.D.E.N), Libres MarianneS, Femmes Contre les Intégrismes, C.A.E.D.E.L. – Mouvement Europe et Laïcité, Regards de Femmes, la Ligue du Droit International des Femmes (LDIF), Conseil National des Associations Familiales Laïques (C.N.A.F.A.L), Observatoire de la Laïcité de Provence (O.L.P.A), l'Observatoire de la Laïcité de Saint Denis (O.L.S.D), Observatoire de la Laïcité du Val d'Oise – Forces Laïques, Ligue Internationale Contre le Racisme et l'Antisémitisme (L.I.C.R.A.).